

## **GE\_GERICHTE A/1040/2016 vom 23. Juni 2016**

GE Cour de justice, 2016-06-23, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge\\_gerichte\\_A\\_1040\\_2016](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_A_1040_2016)

FR: GE\_GERICHTE A/1040/2016 du 23 juin 2016

IT: GE\_GERICHTE A/1040/2016 del 23 giugno 2016

### **Erwägungen**

#### **E. 3**

ème Chambre En la cause Monsieur A \_\_\_\_\_, domicilié c/o Monsieur B \_\_\_\_\_, à CAROUGE Madame C \_\_\_\_\_, domiciliée à CAROUGE demandeurs contre RENDITA, Fondation de libre passage, Pionierstrasse 3, WINTERTHUR défenderesse EN FAIT 1. Par jugement du 29 février 2016, la 8 ème Chambre du Tribunal de première instance a prononcé le divorce de Madame C \_\_\_\_\_, née le \_\_\_\_\_ 1989, et Monsieur A \_\_\_\_\_, né le \_\_\_\_\_ 1975, lesquels s'étaient mariés en date du 21 août 2008. 2. Au chiffre 9 du dispositif du jugement précité, le Tribunal de première instance a ordonné le partage par moitié des avoirs de prévoyance professionnelle acquis par chacun des époux durant le mariage. 3. Le jugement de divorce, devenu définitif le 15 mars 2016, a été transmis d'office à la chambre de céans pour exécution du partage. 4. La chambre de céans a sollicité des parties le nom de leur institution de prévoyance, puis a interpellé les institutions défenderesses en les priant de lui communiquer les montants des avoirs LPP des parties acquis durant le mariage, soit entre le 21 août 2008 et le 15 mars 2016. 5. S'agissant du demandeur, il est apparu, après consultation du rassemblement de ses comptes individuels AVS : - que ce n'est qu'à compter de 2013 qu'il a réalisé un revenu suffisamment important pour être soumis à cotisation ; - qu'il travaille depuis lors pour D \_\_\_\_\_ GmbH et est affilié à AXA LEBEN AG, qui a transféré son avoir à RENDITA FONDATION DE LIBRE PASSAGE le 1er juin 2016 ; que celui-ci s'élevait, au 15 mars 2016, à CHF 1'836.70 (cf. courrier de Rendita du 7 juin 2016). 6. Quant à la demanderesse, dont il convient de relever qu'elle n'a atteint l'âge de cotiser au deuxième pilier (25 ans) qu'en juin 2014, elle n'a pas réalisé depuis lors de revenu suffisant pour être soumis à cotisations (cf. rassemblement de ses comptes individuels AVS). 7. Les documents recueillis au cours de l'instruction ont été transmis aux parties, auxquelles il a été indiqué qu'à défaut d'observations de leur part dans le délai imparti, un arrêt serait rendu sur cette base. 8. En l'absence d'objections dans le délai fixé, la cause a été gardée à juger. EN DROIT 1. L'art. 25a de la loi fédérale sur le libre passage dans la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité, du 17 décembre 1993 (loi sur le libre passage, LFLP - RS 831.42), entré en vigueur le 1er janvier 2000, règle la procédure en cas de divorce. Lorsque les conjoints ne sont pas d'accord sur la prestation de sortie à partager (art. 122 et 123 Code Civil - CC), le juge du lieu du divorce compétent au sens de l'art. 73 al. 1 de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité, du 25 juin 1982 (LPP - RS 831.40), soit à Genève la chambre des assurances sociales de la Cour de justice depuis le 1er janvier 2011, doit, après que l'affaire lui a été transmise (art. 281 al. 3 du Code de procédure civile du 19 décembre 2008 – CPC - RS 272), exécuter d'office le partage sur la base de la clé de répartition déterminée par le juge du divorce. 2. Selon l'art. 22 al. 1 LFLP (nouvelle teneur en vigueur

depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011), en cas de divorce, les prestations de sortie acquises durant le mariage sont partagées conformément aux art. 122 et 123 et des art. 280 et 281 CPC; les art. 3 à 5 LFLP s'appliquent par analogie au montant à transférer. Pour chaque conjoint, la prestation de sortie à partager correspond à la différence entre la prestation de sortie, augmentée des avoirs de libre passage existant éventuellement au moment du divorce, et la prestation de sortie, augmentée des avoirs de libre passage existant éventuellement au moment de la conclusion du mariage (cf. art. 24 LFLP). Pour ce calcul, on ajoute à la prestation de sortie et à l'avoir de libre passage existant au moment de la conclusion du mariage les intérêts dus au moment du divorce (ATF 128 V 230 ; ATF 129 V 444).

3. Par ailleurs, selon les art. 8a de l'ordonnance fédérale sur le libre passage dans la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité, du 3 octobre 1994 (ordonnance sur le libre passage, OLP - RS 831.425) et 12 de l'ordonnance fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité, du 18 avril 1984 (OPP 2 - RS 831.441.1), le taux d'intérêt applicable à la prestation de sortie acquise avant le mariage est de 4% jusqu'au 31 décembre 2002, 3.25% en 2003, 2.25% en 2004, 2.5% de 2005 à 2007, 2.75% en 2008, 2% de 2009 à 2011, 1.5% de 2012 à 2013 et 1.75% dès le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

4. En l'espèce, le juge de première instance a ordonné le partage par moitié des prestations de sortie acquises durant le mariage par les demandeurs. Les dates pertinentes sont, d'une part, le 21 août 2008, date du mariage, d'autre part le 15 mars 2016, date à laquelle le jugement de divorce est devenu exécutoire.

5. Selon les documents produits, la prestation acquise pendant le mariage par le demandeur s'élève à CHF 1'836.70, tandis que la demanderesse n'en a accumulé aucune. Ainsi le demandeur doit à son ex-épouse le montant de CHF 918.35 (CHF 1'836.70 : 2).

6. Conformément à la jurisprudence, depuis le jour déterminant pour le partage jusqu'au moment du transfert de la prestation de sortie ou de la demeure, le conjoint divorcé bénéficiaire de cette prestation a droit à des intérêts compensatoires sur le montant de celle-ci. Ces intérêts sont calculés au taux minimum légal selon l'art. 12 de l'ordonnance sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité du 18 avril 1984 (OPP 2) ou selon le taux réglementaire, si celui-ci est supérieur (ATF non publié B 36/02 du 18 juillet 2003).

7. Aucun émolument ne sera perçu, la procédure étant gratuite (art. 73 al. 2 LPP et 89H al. 1 de la loi sur la procédure administrative du 12 septembre 1985).

PAR CES MOTIFS, LA CHAMBRE DES ASSURANCES SOCIALES :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.